[Prenom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 10/11/2026

Objet : Recours amiable contre la décision de la CAF notifiée le [date de notification]

Madame, Monsieur les membres de la commission de recours amiable,

Je me permets de vous saisir en ma qualité d'allocataire, enregistré sous le numéro [numéro allocataire], afin de contester la décision que votre caisse m'a notifiée le [date de notification]. Par la présente, je forme un recours amiable devant votre commission, dans le délai de deux mois qui m'est imparti à compter de cette notification.

Cette décision porte sur [préciser la décision contestée : refus de la prestation [nom de la prestation], montant jugé erroné, suspension de mes droits, notification d'un indu de [montant]]. Après lecture attentive du courrier reçu, je suis en désaccord avec la position retenue, qui ne me paraît correspondre ni à ma situation réelle ni aux éléments figurant dans mon dossier.

Je conteste cette décision pour les motifs suivants : [exposer précisément les motifs, par exemple un changement de situation familiale ou professionnelle non pris en compte, des ressources mal évaluées, un justificatif transmis resté sans effet, une erreur de calcul]. Ces éléments me semblent de nature à justifier un réexamen complet de ma situation et une révision de la décision en cause.

Afin d'appuyer ma demande, je joins à ce courrier la copie des pièces utiles : [liste des documents, par exemple la notification contestée, mes justificatifs de ressources, mes attestations et tout document établissant ma situation]. Je reste naturellement à votre disposition pour vous transmettre tout renseignement ou toute pièce complémentaire que vous jugeriez nécessaire à l'examen de mon dossier.

Au vu de ces observations, je vous demande de bien vouloir réexaminer mon dossier et de revoir la décision contestée en ma faveur. Je souhaite que ma situation soit appréciée dans son ensemble, à la lumière des justificatifs produits, et que la prestation concernée me soit rétablie ou recalculée conformément à mes droits réels.

Je vous saurais gré de m'adresser votre réponse par écrit. Je me permets de rappeler qu'en cas de rejet de ce recours, ou en l'absence de réponse de votre part, il me sera possible de porter ce litige devant le pôle social du tribunal judiciaire compétent.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur les membres de la commission, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prenom][NOM]

Signature